Alexis Hluszko, *Le terrain de chasse du roi. Les capitaineries royales en Île-de-France*

Paris, Montbel, 2009, 238 p., ISBN 1-978-2-914390-88-0, 22 €

Guy Lemarchand

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11779>

DOI : 10.4000/ahrf.11779

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2010

Pagination : 239-240

ISBN : 978-2-200-92632-8

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Guy Lemarchand, « Alexis Hluszko, *Le terrain de chasse du roi. Les capitaineries royales en Île-de-France* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 360 | avril-juin 2010, mis en ligne le 01 juin 2013, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11779> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11779>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Alexis Hluszko, *Le terrain de chasse du roi. Les capitaineries royales en Île-de-France*

Paris, Montbel, 2009, 238 p., ISBN 1-978-2-914390-88-0, 22 €

Guy Lemarchand

RÉFÉRENCE

Alexis Hluszko, *Le terrain de chasse du roi. Les capitaineries royales en Île-de-France*, Paris, Montbel, 2009, 238 p., ISBN 1-978-2-914390-88-0, 22 €

- 1 Comme le rappelle l'auteur de ce livre, le droit de chasse est depuis la formation de la noblesse aux XI^e-XII^e siècle le monopole de celle-ci, ainsi que le prescrit l'ordonnance royale de juin 1397 et de nombreuses autres ensuite. C'est un privilège que seul le roi peut attribuer à des roturiers. Il est lié au droit féodal dans la mesure où les seigneurs hauts-justiciers peuvent l'exercer non seulement dans leur fief mais aussi dans les fiefs pour lesquels, encore au XVIII^e siècle, ils sont suzerains. Du même coup et également pour raison de distinction ostensible dans cette société à la hiérarchisation marquée, le port d'armes est réservé au second ordre, y compris les fusils de chasse, et on sait combien la poursuite du gibier occupe l'éducation et la vie de l'aristocratie et du souverain de France.
- 2 Les capitaineries royales, dont la première est créée en 1534, sont des espaces où le monarque seul peut se livrer à la chasse, mais évidemment il y invite qui bon lui semble. Il y en eut jusqu'à 80 au XVII^e siècle; en 1690 et 1699 Louis XIV les réduisit à (semble-t-il?) une quinzaine, celles de province étant devenues inutiles avec la sédentarisation de la cour. Au XVIII^e siècle, la Vènerie royale fait partie de la Maison du roi et a à sa tête le Grand-veneur avec environ 400 personnes sous ses ordres, depuis les six « commandants » jusqu'aux employés des chenils et des écuries (280 chevaux en 1785) et les gardes-chasse, beaucoup de ces fonctions étant des offices vénaux. Le

budget de la vènerie tourne au XVIII^e siècle autour de 1 million de livres, 1/30^e des ressources de la Maison du roi. En Île-de-France sont établies autour de Paris et Versailles douze capitaineries qui s'étendent sur 3 500 km², soit 30% de la superficie de l'actuelle région administrative. Si les capitaines sont bien payés (« plusieurs milliers de livres par an »?), il n'en va pas de même des gardes – 15 à 20 par capitainerie – qui ne reçoivent que 60 à 200 l.

- 3 Les premiers sont officiers de justice; ils prononcent pour les infractions des amendes lourdes qui sont encaissées par la capitainerie (100 l. pour non-respect de la restriction du droit de chasse et en cas d'insolvabilité peine corporelle et bannissement). Les seconds sont munis d'un costume et d'une bandoulière et dressent procès-verbal primant au tribunal sur la parole du contrevenant. Dans le ressort des capitaineries, les cultivateurs doivent se soumettre à des obligations pesantes : limitation des constructions de murs et creusements de fossés, fixation par l'autorité royale des dates de fauchage et travaux agricoles, implantation de buissons dans les champs pour éviter le passage humain. Le pire est évidemment pour les riverains des forêts avec le droit seigneurial de garenne qui fait pulluler le gibier et, pour les proches des logis nobles, avec le droit de pigeonnier.
- 4 Les observations de l'auteur sur le braconnage recoupent ce qu'on sait sur cette matière très prospectée par les historiens. Vis-à-vis des capitaineries comme des seigneuries privées les contraventions à la loi sont multiples et le braconnage s'accroît pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle ici comme ailleurs. Ses formes et acteurs, plutôt des journaliers, et souvent des gardes eux-mêmes parce que mal rémunérés, sont nombreux. Il se pratique au tir, mais aussi au collet, au piège métallique ou aux filets, plus discrets. Dans la région parisienne aux tables aristocratiques et bourgeoises nombreuses et opulentes, il y a une clientèle assurée pour les braconniers qui vivent en partie de la revente clandestine de leurs prises; même des cerfs sont débités en quartiers. Et ce trafic est d'autant plus grand que, si la circulation du gibier abattu est soumise à certificats d'autorisation du titulaire de la chasse, taxe aux portes de la ville et obligation de vendre à un seul marché, au quai des Augustins, tout marchand forain et tout voiturier public peuvent introduire les animaux sans justificatif. En outre la chasse peut être affermée par son propriétaire. En Île-de-France donc, les capitaineries entretiennent un gibier particulièrement abondant, ce qui signifie encore davantage de dégâts pour les cultivateurs. L'examen de 370 cahiers paroissiaux de doléances de 1789 de la prévôté de Paris hors les murs confirme l'impopularité du monopole seigneurial de la chasse et des capitaineries royales.
- 5 Par conséquent, poussée par l'explosion de l'invasion des forêts par attroupements en 1788-1789, la Constituante les 7 août 1789 et 22 avril 1790 ouvre le droit de chasse à tout propriétaire, à l'exclusion, malgré la protestation de Robespierre, des autres citoyens, à peine d'amende de 20 l., les municipalités recevant pouvoir de juger des peines. Dès le 7 août 1789 aussi les peines de galères pour fait de chasse sont supprimées. Avec la chute de la royauté les capitaineries sont abolies en décembre 1792. Toutefois, ce n'est que sous l'Empire, avec le règlement sur les bois des domaines (mars 1805) et celui sur l'enregistrement du port d'armes de chasse (juillet 1810), que la délinquance forestière va régresser.
- 6 Sur certains points, tels que le Grand-veneur, l'organisation financière des capitaineries ou la période du Directoire, le lecteur demeure un peu sur sa faim. Parfois également on attendrait plus de précision quantitative. L'étude des représentations paraît

aujourd'hui juste mais un peu insuffisante. En revanche, l'auteur appréhende avec habileté les rapports de classe dissimulés dans la législation et les actes de justice. Le livre se lit facilement et a l'avantage de fournir une description d'une institution notable de la monarchie d'Ancien Régime et de rassembler commodément les lois les plus importantes sur un sujet qui a fortement occupé les paysans du XVIII^e siècle.